

Le mercredi 04 juin 2008

Les profs sont déprimés

[Isabelle Mathieu](#)

Le Soleil

Québec

Les enseignants québécois ont les blues; presque trois profs sur quatre considèrent qu'ils font un métier ingrat et pas assez valorisant.

Une enquête menée en 2005 par l'équipe de la professeure Joséphine Mukamurera de l'Université de Sherbrooke et présentée au dernier congrès de l'ACFAS donne une bonne idée du moral des troupes dans les écoles de l'après-réforme.

Dans un volet de l'enquête faite auprès de 2000 enseignants, 14,6 % des répondants se sont dits plutôt ou tout à fait insatisfaits de leur carrière.

Pire au secondaire

Les profs du secondaire étaient les plus malheureux de leur sort (19,4 % insatisfaits) tandis que ceux du préscolaire présentaient le plus haut indice de bonheur (94,3 % satisfaits).

Tous niveaux confondus, 71,2 % des profs étaient assez ou totalement en accord avec la prémisse voulant qu'ils font un métier ingrat et pas assez valorisant.

Ce sont les enseignants qui ont commencé leur carrière entre 1990 et 1995 qui considèrent davantage le métier comme ingrat et peu valorisant.

«La satisfaction au travail est nourrie par le rapport personnel positif à l'enseignement comme fonction, les accomplissements auprès des élèves, le sentiment d'être utile, la maîtrise progressive des facettes du travail et la stabilité professionnelle», écrivent les chercheurs de l'Université de Sherbrooke.

Plus on est jeune dans la carrière, moins le sentiment d'autonomie et de liberté est fort. Les profs débarqués dans les écoles après l'an 2000 sont deux fois plus nombreux que leurs aînés à déplorer un manque de latitude.

Parcours du combattant

Avec de tels résultats, pas étonnant que les chercheurs comparent l'arrivée et la poursuite de la carrière en enseignement à un parcours du combattant. «Les taux d'abandon (21%) et de remise en question de la carrière (51%) sont préoccupants», ajoutent-ils.

Les sources de frustration sont multiples. Au sommet de la liste, trônent, dans l'ordre, les conditions d'enseignement, les conditions d'emploi, le manque de ressources et la direction de l'école.

Lorsqu'on leur demande quelles sont les sources de satisfaction dans leur travail, les enseignants répondent «les élèves» dans une proportion de 57%. Les conditions d'enseignement arrivent au deuxième rang, suivies du rapport au métier et des

collègues.

Le jeudi 05 juin 2008

Garderies: Québec revoit els règles pour empêcher la surfacturation

[Tommy Chouinard](#)

La Presse
Québec

Le gouvernement Charest colmate une brèche dans sa réglementation afin d'interdire aux garderies privées de réclamer un supplément aux parents qui passent chercher leur enfant après 16 h.

La ministre de l'Éducation et de la Famille, Michelle Courchesne, vient de préciser les heures d'ouverture obligatoires des garderies subventionnées et les services auxquels les parents ont droit en échange de 7\$ par jour.

En vertu du nouveau Règlement sur la contribution publié dans la Gazette officielle hier, les garderies doivent être ouvertes au moins de 7 h à 18 h et offrir à un parent 10 heures de garde à l'intérieur de cette plage horaire. Les établissements qui souhaitent un horaire différent (de 6 h à 17 h, par exemple) devront conclure une entente avec le gouvernement. Leur demande sera jugée en fonction des besoins des parents concernés.

Le gouvernement Charest a été forcé de revoir sa réglementation à la suite d'une contestation devant les tribunaux. En février dernier, la Cour supérieure a donné raison à six garderies privées qui avaient décidé d'ouvrir de 6 h à 16 h et de réclamer un supplément aux parents qui passent chercher leur enfant après 16 h.

Le règlement exigeait alors que les services de garde s'échelonnent sur un maximum de 10 heures par jour. Mais il ne précisait pas d'heures d'ouverture et de fermeture. Comme l'a indiqué le juge Kevin Downs, une garderie privée subventionnée pouvait très bien décider que les 10 heures s'échelonnent de 6 h à 16 h. Elle pouvait donc exiger un supplément des parents qui ne respectent pas l'heure de fermeture officielle. Québec a porté cette cause en appel.

Michelle Courchesne envisage également de fixer un tarif unique à toutes les garderies subventionnées dans le cas des parents qui utilisent plus de 10 heures de garde par jour. Selon le scénario à l'étude, une garderie pourrait réclamer environ 5\$ pour une heure supplémentaire.

Par exemple, un parent qui laisse son enfant à la garderie à 7 h et ne passe le chercher qu'à 18 h devra payer 12\$ en tout: 7\$ pour la journée plus 5\$ pour la 11^e heure de garde. À l'heure actuelle, les garderies fixent elles-mêmes les tarifs imposés lorsqu'un parent utilise plus de 10 heures de garde.

Le nouveau règlement reçoit un accueil positif de l'Association québécoise des centres de la petite enfance. Du côté de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, le vice-président Simon Prévost trouve «aberrant» que Michelle Courchesne «réglemente les heures d'ouverture d'institutions privées» qui déterminent leurs horaires «en fonction des besoins des parents et des enfants». Le président de l'Association des garderies privées, Sylvain Lévesque, n'a pas rappelé *La Presse* hier.

Le jeudi 05 juin 2008

Amiante: 24 écoles placées sous haute surveillance

[Louise Leduc](#)

La Presse

Neuf ans après avoir fait l'objet d'inspections et de travaux totalisant 12 millions, 24 écoles de la Commission scolaire de Montréal où la présence d'amiante est toujours particulièrement préoccupante seront de nouveau scrutées à la loupe cet été, avant la rentrée des classes. La fermeture d'une école et la relocalisation de ses élèves ont été envisagées, avant que la CSDM ne se ravise.

« On pensait à une fermeture, mais on a décidé de commander d'autres expertises », a dit à La Presse Diane De Courcy, qui a refusé de préciser de quelle école il s'agissait.

Des 24 écoles sous haute observation, quatre, jusqu'ici, ont fait l'objet d'une inspection, explique Patrice Lavoie, porte-parole de la CSDM dans le dossier.

L'une de ces quatre écoles « qui présentait des matières d'amiante plus problématiques dans les corridors et dans les escaliers » fera l'objet de réparations rapides. Un appel d'offres est déjà fait à ce sujet. Le nom de cette école n'a pas été donné parce que sa direction n'aurait pas reçu le rapport, a dit M. Lavoie.

Au-delà de ces 24 écoles ciblées parce qu'elles sont particulièrement à risque de libérer dans l'air des résidus d'amiante, Patrice Lavoie mentionne par ailleurs que de l'amiante a aussi été détecté dans les deux tiers des 50 écoles qui ont fait l'objet de rénovations ponctuelles ces derniers temps.

Dans tous les cas de figure, assure M. Lavoie, « la sécurité des élèves et du personnel prime avant tout. Même si on fait de l'enlèvement d'amiante, on le fait dans les règles de l'art, de façon confinée, avec des équipements de protection ».

Les 24 écoles qui sont particulièrement sous surveillance l'étaient déjà à la fin des années 90. Des travaux y ont été réalisés entre 1999 et 2002 au coût de 12 millions, précise un document de la CSDM intitulé « Historique de la gestion de l'amiante à la CSDM ».

Si les travaux ont été faits, n'a-t-on pas enlevé l'amiante ? Pourquoi ces 24 écoles inquiétaient-elles à la fin des années 90 et inquiètent-elles toujours ? Il s'agit de s'assurer que les améliorations qui ont été apportées tiennent toujours très bien, dit-il.

« Le problème, c'est que nos écoles sont vieilles et que l'amiante ne tient plus, relève Robert Lebreux, président de l'Association des concierges de la CSDM. Quand un ballon accroche le plafond, il arrive que des morceaux d'amiante tombent. »

Opération tous azimuts

L'opération amiante à la CSDM est tous azimuts. D'ici la fin juin, 420 directeurs d'école et directeurs adjoints de la CSDM auront reçu une séance de formation sur la « diligence raisonnable », selon l'expression de Patrice Lavoie, « puisque ce sont eux les yeux de l'école ».

Au surplus, 135 employés spécialisés de la CSDM seront formés avant la rentrée, de même que 300 concierges.

Ce printemps, une rencontre sur la question de l'amiante a été tenue à la CSDM. Manon Ricard, commissaire chargée de représenter les parents des élèves du secondaire à la CSDM, y assistait. « Je représente les parents, alors c'est sûr que nous avons posé des questions, dit-elle. Les enfants qui restent dans une école où il y a de l'amiante pendant cinq, six ou sept ans sont-ils à risque ? Ils nous ont rassurés, ils nous ont dit qu'il n'y avait pas de danger. Sur 20 ou 25 ans, oui, ça peut être dangereux, mais pas pendant les quelques années que dure le cursus scolaire. »

Au ministère de l'Éducation, personne n'a pu répondre à nos questions hier, pas plus qu'à la direction de la santé publique de Montréal, le médecin responsable des questions d'amiante n'étant pas disponible.

Beaucoup d'écoles et d'édifices publics ont été construits avant 1980, à une époque où l'amiante était largement utilisé comme isolant. En 2003, à la demande d'une commission scolaire, l'Institut national de santé publique du Québec avait échantillonné 10 écoles, pour évaluer la concentration d'amiante dans l'air. Trois des 10 écoles ainsi échantillonnées présentaient des concentrations importantes d'amiante. La Presse écrivait alors que l'Institut national de santé publique « ne précise pas le nom des écoles, et le ministère de l'Éducation refuse de les divulguer ».

canoe network ... cnews



June 5, 2008

Rural school motion defeated

By AEDAN HELMER, SUN MEDIA

A Conservative motion to extend a lifeline to rural Ontario schools has been crushed by Liberal backbenchers at Queen's Park.

Leeds-Grenville MPP Bob Runciman introduced the motion Tuesday, urging the Ministry of Education to impose a moratorium on rural school closures until the current funding formula is fixed.

Runciman said the vote "is calling for a fair shake for rural Ontario."

The motion was defeated by a vote of 48-16.

"We wanted to raise awareness of the issue," said Runciman. "And we wanted to make people aware of the commitments and promises made by Premier (Dalton) McGuinty and the words he has used with respect to rural schools and rural communities going back many years."

Runciman pointed to campaign promises made by McGuinty in the fall of 2007 that the Liberal government "would not only save rural schools but strengthen them."

50 SCHOOLS TO CLOSE

"Eight short months later, with a re-election victory and a majority government in his pocket, over 50 rural schools are slated to close, with many more on the chopping block," said Runciman.

Education Minister Kathleen Wynne said the ministry recently established a task force to deal with the province's declining enrolment, which will see 90,000 fewer students in Ontario schools than there were when the Liberals first took power in 2003.

"We've been making changes to the funding formula since we came into office," said Wynne. "If we hadn't changed the funding formula, rural schools would have had to cut \$650 million, rather than having that money in their budgets."

Wynne added school boards felt their hands were tied during a two-year moratorium on school closures enacted in 2003.

The task force will report back to the ministry with a list of recommendations by the end of 2008.

Le jeudi 05 juin 2008

UQAM: les affaires criminelles s'en mêlent

[Denis Lessard](#)

La Presse

La recette parfaite pour un désastre. Des dirigeants de l'UQAM qui fonctionnent en vase clos pour mieux se lancer dans un projet pharaonique, les soupapes de sécurité télescopées, le ministère de l'Éducation qui dort au gaz. Résultat: un désastre de plusieurs centaines de millions au coeur de Montréal, le gouvernement Charest dans l'embarras et le Directeur des poursuites criminelles et pénales appelé à la rescousse.

Le gouvernement Charest a transmis hier au Directeur des poursuites criminelles et pénales le rapport du Vérificateur général sur la gestion des projets immobiliers de l'Université du Québec à Montréal, qui lève le voile sur une série de décisions mal avisées, prises sous la direction de Roch Denis, l'ancien recteur.

«Il semble que des informations qui ont été transmises étaient fausses. Il y a des interrogations qui sont passablement sérieuses quant à la façon dont la gouvernance était administrée. D'autres analyseront le rapport et feront les conclusions qu'ils doivent faire», a soutenu hier la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne.

Le rapport du Vérificateur est cinglant à l'endroit du trio d'administrateurs formé du recteur Roch Denis, du vice-recteur Mauro Malservisi et du directeur aux immobilisations Nicolas Bueno. Les deux premiers ont quitté l'université après que le dérapage financier des projets immobiliers du Complexe scientifique et de l'îlot Voyageur eut éclaté au grand jour. Le troisième a été carrément congédié.

Hier en point de presse, le vérificateur général, Renaud Lachance, a confirmé les informations publiées par *La Presse*. En cours d'enquête, il a senti le besoin de rencontrer des policiers de la Sûreté du Québec pour les prévenir qu'il pensait devoir transférer le dossier aux crimes économiques. «C'était une rencontre exploratoire», a dit M. Lachance, qui, en remettant son rapport, a préféré confier à d'autres la décision de poursuivre l'enquête. Le directeur des poursuites criminelles, Me Louis Dionne, aura à décider si le dossier doit être transmis à la Sûreté du Québec pour une enquête formelle.

Le rapport du Vérificateur foisonne d'exemples où des informations névralgiques sur les deux projets immobiliers n'ont pas été transmises correctement au conseil d'administration, aux gouverneurs de l'Université du Québec ou au ministère de l'Éducation.

Dans son rapport, le Vérificateur soulève plusieurs questions sans fournir de réponses. Ainsi 1,7 million de contrats de services professionnels ont été accordés par le directeur Nicolas Bueno, des mandats approuvés par le vice-recteur, sans suivre les règles du gouvernement en matière d'appels d'offres. Le Vérificateur observe, sans conclure, que les contrats paraissent avoir été fractionnés pour passer en dessous des 100 000\$ et éviter d'avoir à obtenir une approbation du conseil exécutif.

Autre question sans réponse, le conseil d'administration de l'UQAM a été forcé d'adopter rapidement le projet de l'îlot Voyageur, sur la base d'un rapport produit par Samson Bélair. Les experts externes ont produit une «analyse de rentabilité qui n'est

pas rigoureuse et ne donne pas un portrait réaliste du projet. De plus, elle contient des erreurs importantes», poursuit le rapport du vérificateur. On était beaucoup trop optimiste quant aux recettes de location prévisibles, les 20\$ du pied carré attendus étaient irréalistes pour la partie locative.

Le Vérificateur pose beaucoup de questions aussi sur des dispositions du contrat liant l'entrepreneur Busac à l'UQAM. Par exemple, Busac a inclus dans le prix à payer les taxes fédérales et provinciales, un gain net de 25 millions pour l'entreprise privée. «On n'a pas forcé la main à l'Université pour qu'elle signe le contrat», note toutefois Renaud Lachance en conférence de presse.

Busac, dans sa réponse au rapport, soutient qu'elle estime être «ultimement victime de l'incapacité avouée de l'UQAM de respecter ses obligations dans le cadre du développement de l'îlot Voyageur». Le chantier au centre-ville est stoppé, le temps que l'ancien premier ministre Lucien Bouchard, mandaté par l'UQAM, négocie une fin de contrat acceptable aux deux parties.

Le recteur Denis a collaboré de bonne grâce à l'enquête du Vérificateur. Nicolas Buono conclut sa réponse au rapport par cette phrase: «Je n'accepte pas les responsabilités qui me sont imposées dans les conclusions de votre rapport».



Thursday » June
5 » 2008

Accolades, anxious anticipation greet incoming U of O president

Pauline Tam

The Ottawa Citizen

Thursday, June 05, 2008

The era of Allan Rock began amid fanfare, praise and measured optimism as the incoming president of the University of Ottawa was officially introduced yesterday.

More than 100 students, faculty members and community leaders packed a news conference to meet the former diplomat and politician, who succeeds Gilles Patry on July 15.

The appointment of Mr. Rock, only the second anglophone to lead the university in its 120-year history, was greeted with apparent enthusiasm by the francophone community, which has historically looked to one of its own to lead Canada's largest bilingual university.

"It's an excellent appointment," said Liberal MP Mauril Bélanger, who represents the riding where the university is located. "I've had a chance to talk to a number of people in the community -- both anglophones and francophones -- and it's pretty well universally applauded."

University chancellor Hu-guette Labelle praised Mr. Rock as someone who has demonstrated his commitment to bilingualism, saying he also "believes in the importance of living in an international world."

Many say they will look to the former Liberal cabinet minister, who also served as Canada's ambassador to the United Nations, to boost the university's national and international reputation.

Observers say Mr. Rock's challenge over his five-year term will be to manage growth while ensuring the university's francophone character is not diminished.

And because Mr. Rock does not have a PhD and does not come from academia like most university presidents, professors say they will reserve judgment on his appointment.

"He has never experienced academia. You never really understand what academia is until you stand in the classroom and lecture," said Atef Fahim, president of the union representing full-time professors.

As if to respond to his critics, Mr. Rock pledged to listen and learn.

"I recognize that I'm not a traditional choice as university president," he said yesterday. "I undertake to you that I will work to earn my place in this university community."

Students, meanwhile, cheered heartily when Mr. Rock, a three-time University of Ottawa alumnus, was introduced as a former student leader.

Seamus Wolfe, vice-president of the student federation, expressed hope that Mr. Rock will

bring a more conciliatory approach to the administration's dealings with students, which have recently come under strain.

"Hopefully, he can remember his time as a student while occupying the new position as president."

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of CanWest MediaWorks Publications, Inc.. All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of CanWest MediaWorks Publications, Inc.. All rights reserved.

Student bound for global gathering

Canwest News Service

Published: Thursday, June 05, 2008

Nepean High School student Katherine Whyte, 15, has been invited to an international diplomacy summit for students from around the globe. She will take part in the People to People Future Leaders Summit in New York City and Washington from June 21 to 30. The students will discuss leadership, team building, community service and professional goals.

© The Ottawa Citizen 2008

canoe network ... **cnews****OTTAWA
SUN**

June 5, 2008

Russell passes bilingual sign law

By **TOM VAN DUSEN**, SUN MEDIA

EMBRUN -- Bucking strong opposition, Russell Twp. council last night became the fourth municipal government in Eastern Ontario to pass a mandatory bilingual commercial sign regulation.

When council completes third reading of the legislation later this month, the township that has an almost even 50-50 French-English split will join neighbouring Clarence-Rockland, La Nation and Casselman in requiring equal prominence of the two official languages on new exterior signs.

At a special public meeting which drew about 200 residents, council voted 3-2 in favour of the controversial measure with Mayor Ken Hill breaking the tie.

In so doing, they ignored recommendations of a special committee assigned to review the issue and of the local chamber of commerce which urged the municipality to encourage commercial bilingualism without enforcing it.

English speakers opposed the move on grounds that it infringed individual rights and that compliance would increase business costs. French speakers called it a matter of respect to guarantee the use of their language on signs in an officially bilingual municipality.

canoe network ... cnews



June 5, 2008

Rock goes back to school

By AEDAN HELMER, SUN MEDIA

Former federal Liberal cabinet minister Allan Rock was officially introduced as the next president of the University of Ottawa yesterday.

Rock, 60, succeeds outgoing president and vice-chancellor Gilles Patry, who has served in the role since 2001. He becomes only the third anglophone to hold the post since the university's foundation in 1848.

Rock is a three-time alumnus of the university -- first attending the University of Ottawa High School before obtaining a bachelor of arts in 1968 and a law degree in 1971 -- and was also elected president of the student union in 1969.

'HONOURED'

Rock said he was "deeply honoured and privileged to have been selected by the university community to lead this great institution."

Rock said he felt a tinge of nostalgia as he toured his new office.

"I was in a room that was approximately where my Grade 9 classroom was, at the end of the hall. It's extraordinary," said Rock. "I think of the past, but more than anything else, I think of the future. I think of the extraordinary future this university has. It's well-positioned, it has a great foundation from which to move, and it's got limitless potential both nationally and internationally, and I'm very excited to get started."

When Rock was asked if he still harboured any political aspirations, his response was an unequivocal, "No."

"I've learned my lesson," he said.

After a successful legal career, the Ottawa native was elected to Parliament and was appointed minister of justice and attorney general in Prime Minister Jean Chretien's cabinet.

OUT OF POLITICS

He was appointed minister of health and minister of industry, before serving as Canada's ambassador to the UN from 2004 to 2006.

"I spent 10 years as an elected politician, and one of the things I learned is that I'm probably a better diplomat than a politician," said Rock. "I think that part of my life is behind me. My focus will be on public policy, but not politics."

Rock said he will continue to affirm the university's stature as a bilingual institution.

"My fundamental responsibilities are here, preserving our role with respect to languages, working with the students to provide the best possible learning environment, focusing on building our research strength even beyond what it is now," said Rock.

Student federation president Dean Haldenby praised the selection, and was optimistic that Rock, as former student union head, could help build bridges between students and administration.